

Revue de presse #20



La revue de presse, la nouvelle rubrique de Voix d'Exils.
Auteur; Damon / Voix d'Exils

Sous la loupe: Chypre réclame à l'UE une politique migratoire commune / Le Canada s'empêtre dans les procédures d'expulsion / La répartition des demandeurs d'asile divise l'Europe

Chypre durcit sa politique migratoire

Infomigrants.net, le 19.06.2020

Pour faire face à l'explosion du nombre de requérants d'asile, Chypre durcit sa politique migratoire. Première priorité du gouvernement : réduire le temps d'instruction des dossiers, qui tourne autour des trois à cinq ans, à 50 jours maximum pour les quelques 20'000 demandes en attente.

Pour alléger le nombre de dossiers à traiter, les demandes déposées par des ressortissants de 21 pays considérés comme sûrs, dont l'Égypte, le Nigeria, la Bosnie, les Philippines ou encore le Vietnam, seront immédiatement considérées comme «sans fondement» et donc rejetées. À moins que les demandeurs ne puissent prouver que leur vie est menacée en cas de retour dans leur pays d'origine.

Le projet de loi, qui doit être approuvé prochainement, s'attache également à réduire le délai de contestation possible pour un débouté. Celui-ci n'aura plus que 15 jours pour faire appel d'une décision négative contre 75 jours simultanément.

Les conditions d'obtention des visas étudiants seront durcies afin de dissuader les demandeurs d'asile de convoiter ce type de documents à défaut de réussir à obtenir l'asile.

Chypre en appelle aussi à la solidarité de l'Union européenne (UE) et réclame une politique migratoire commune aux 27 pays membres afin de répartir les demandeurs d'asile proportionnellement aux capacités du pays d'accueil. L'île demande que ceux qui refusent de jouer le jeu soient privés d'une partie des financements alloués par Bruxelles.

Pour rappel, Chypre, avec sa population de moins d'un million d'habitants, détient la plus grande proportion de migrants d'Europe.

Gestion calamiteuse des demandeurs

d'asile déboutés au Canada

rfi.fr, le 09.07.2020

Selon un rapport d'audit du Parlement canadien, rendu public début juillet, l'agence canadienne des services frontaliers a perdu la trace de 35'000 étrangers qui auraient dû être expulsés alors que 15'000 autres, localisés, sont en attente d'expulsion depuis des années. A noter que sur ce total de 50'000 étrangers visés, les deux tiers ont disparu «dans la nature», dont près de 3'000 «criminels».

L'audit met en cause une piètre qualité des données, une gestion des cas déficiente, l'absence d'enquêtes sur les personnes recherchées et un gros problème d'échange d'informations entre l'agence des services frontaliers et le ministère de l'Immigration.

Des constatations qui passent d'autant plus mal auprès de la population que le gouvernement canadien a déployé des efforts financiers importants au cours des dix dernières années, et qu'expulser rapidement les criminels permet, notamment, de préserver la sécurité publique.

Les Européens divisés sur la répartition des migrants

24 Heures, le 07.07.2020

Alors que les 180 migrants du navire humanitaire Ocean Viking ont finalement été autorisés à débarquer en Sicile au bout de neuf jours de blocage, l'Union européenne n'a toujours pas trouvé une solution commune pour la prise en charge des demandeurs d'asile. Résultat: l'Italie, Malte, la Grèce et l'Espagne sont condamnées à gérer seules cette question.

Tandis que de très nombreux États membres refusent de s'impliquer, l'Allemagne, la France, l'Italie et Malte se sont

mis d'accord en septembre dernier sur un mécanisme temporaire. Basé sur le volontariat, ce mécanisme se base sur une répartition des migrants sauvés en mer, mais seuls quelques pays comme le Portugal, le Luxembourg et l'Irlande se sont ralliés à cette initiative.

La très attendue proposition de réforme de la politique migratoire et de l'asile dans l'UE, qui sera présentée en septembre prochain, permettra peut-être de trouver un accord sur les points les plus importants. Une telle réforme a jusqu'à présent échoué sur la question de la répartition des demandeurs d'asile, que refusent de se voir imposer des pays comme la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie, notamment.

Oumalkaire / Voix d'Exils